

LES TELEGRAMMES

DE LA NUIT ET DU MATIN

Angleterre

Londres, 1^{er} mars.

Chambre des Communes. — Lord Enfield, répondant à M. Withwell, dit que le gouvernement a accédé à la demande du gouvernement du Japon, d'ajourner la révision du traité jusqu'au retour de l'ambassade japonaise qui est actuellement en Europe.

Londres, 1^{er} mars.

La santé de la reine ne s'est pas ressentie de l'événement d'hier.

A la chambre des Communes, M. Gladstone constata que la réponse américaine partira seulement ce soir.

Londres, 1^{er} mars.

O'Connor a comparu aujourd'hui devant le juge qui le renvoya devant la cour d'assises; l'insurrection a été jugée par le jury, samedi dernier, le pistolet dont il était porteur.

La reine est partie pour Windsor.

Londres, 1^{er} mars, 11 h. 55 du soir.

M. Gladstone a reçu une lettre datée du palais de Buckingham, 20 février, dans laquelle il est dit qu'il a été décidé, par le conseil, que le gouvernement britannique ne se joindra pas à la demande de la reine de ne pas reconnaître l'assassin de lord Mayo, lequel article encourage l'assassinat.

Dublin, 1^{er} mars.

Les journaux expriment leur profond regret au sujet de l'événement d'hier. Ils témoignent en même temps leur joie de voir que la reine a échappé au danger qui la menaçait.

Dublin, 1^{er} mars, soir.

La Gazette de Dublin d'aujourd'hui contient un avertissement à l'égard du dîner offert pour un article, en date du 16 février, sur l'assassinat de lord Mayo, lequel article encourage l'assassinat.

Espagne

Madrid, 1^{er} mars.

La Gazette officielle publie une circulaire du ministre de l'intérieur relative aux enterrements des catholiques, ordonnant la création d'une section réservée dans tous les cimetières, et autorisant les municipalités et les sociétés religieuses non catholiques à créer des cimetières séparés à leurs frais.

Une autre circulaire remet en vigueur les ordonnances de 1855, qui interdisent l'entrée dans les églises pour les services funéraires des corps quand ils sont embaumés.

Suisse

Berne, 1^{er} mars.

M. Dubs, un des membres les plus influents du conseil fédéral, a donné aujourd'hui sa démission. M. Dubs, fermement attaché aux principes du fédéralisme, se trouvait en désaccord avec la majorité de l'Assemblée fédérale depuis les décisions prises relativement à la révision de la constitution. C'est ce qui l'a déterminé à donner sa démission.

(Agence Havas)

PARIS. SAMEDI 2 MARS 1872

LE BULLETIN POLITIQUE

L'Assemblée nationale a terminé hier la discussion de la loi sur les pensions proposées en faveur des veuves des officiers généraux victimes de l'insurrection. Nous la félicitons sincèrement de n'avoir point pré-juré dans la voie d'exceptions aux règles générales des pensions militaires, où le général Trochu avait cherché à l'entraîner. Elle n'a point cru que la décision relative à la veuve du colonel Billiet créât un précédent, et elle a décidé qu'elle s'en rapporterait à M. le ministre de la guerre en ce qui touche les pensions exceptionnelles réclamées, soit en faveur de

Unedépêche datée de Bruxelles, 1^{er} mars, annonce que, dans une lettre adressée à l'Etoile belge, M. Defré dément catégoriquement que son interpellation sur la présence du comte de Chambord à Anvers lui ait été inspirée par M. Picard. Nous enregistrons cette nouvelle avec une véritable satisfaction. Il importe, au point de vue de la considération de notre diplomatie, que nos représentants à l'étranger ne se mêlent point de questions soumises aux assemblées délibérantes des pays où ils sont accrédités. Que penserait-on d'un ambassadeur qui créerait des difficultés parlementaires au gouvernement avec lequel il a mission d'entretenir les amicales relations de la France?

QUESTION DU JOUR

LES JUGES DE PAIX

La discussion de la loi concernant la réorganisation de la magistrature a rempli une partie de la séance d'hier. L'Assemblée est plus spécialement occupée de cette première de toutes les juridictions, de l'institution des juges de paix.

L'institution des juges de paix est une des conquêtes de notre première révolution; elle a survécu à toutes nos transformations politiques. La Restauration, l'Empire, la monarchie de Juillet, l'ont adoptée; elle est dans nos mœurs à ce point que les efforts de nos législateurs tendent constamment à élargir les attributions et la sphère d'action de cette judicature éminente.

La loi du 24 août 1790 a donné aux juges de paix une mission jusqu'alors inconnue dans l'ordre judiciaire de notre pays, celle de conciliateur, c'est-à-dire d'arbitre. On sait que ce fut une des grandes pensées de la Révolution de substituer aux parlements, à ce qu'on appelait alors les « juges de métier », une justice purement arbitrale.

Pour atteindre ce but les législateurs de 1790, qui n'étaient ni les niveleurs ni les dictateurs de 1793, mais des hommes animés du désir de réconcilier tous les ordres, toutes les classes, de respecter tous les intérêts, établirent qu'une demande en justice ne pourrait être portée devant les tribunaux d'arrondissement sans avoir été précédée d'une citation en conciliation devant le juge de paix chargé d'entendre les parties et de les concilier par son autorité.

Dans l'esprit et dans la lettre de la loi du 24 août 1790, les juges de paix étaient des conciliateurs, des arbitres et rien de plus; depuis, leurs attributions juridiques ont été augmentées dans la mesure que chacun connaît, et ces nouvelles attributions ont donné à cette magistrature populaire une consécration définitive et en ont fait la pierre angulaire de notre système judiciaire.

Toutefois les juges de paix dans les campagnes, et plus spécialement dans les villes, ont perdu peu à peu leur caractère de conciliateurs, d'arbitres.

Les citations en conciliation prescrites par la loi sont considérées comme une pure formalité, et la partie citée s'abstient de comparaître; si bien que les juges de paix eux-mêmes ne sont arrivés à considérer ce premier degré de procédure comme une pure formalité.

L'Assemblée nationale, pénétrée de la nécessité de soustraire les juges de paix à la pression de l'administration et à la nécessité non moins impérieuse de ne confier ces magistratures qu'à des hommes d'un caractère élevé, d'une capacité suffisante et d'une autorité incontestable, est d'avis que les fonctions de juges de paix ne seront désormais remplies que par des anciens magistrats, des membres de juridictions administratives, des suppléants de juges de paix, des avocats, notaires ou avoués ayant exercé ces fonctions pendant cinq années. En dehors de ces catégories, tout aspirant aux fonctions de juge de paix devra subir un examen spécial.

Ces dispositions présentent des garanties sérieuses et constituent un notable progrès. La nomination des juges de paix a donné lieu à trop de scandales depuis quarante ans, pour que nous n'acceptons pas avec empressement certaines conditions d'aptitude, certaines catégories imposées au pouvoir exécutif pour déterminer ses choix.

Toutefois, il nous paraît impossible que l'Assemblée puisse se contenter d'une

mesure aussi insuffisante. Ce n'est pas la capacité qui manque d'ordinaire à nos juges de paix, c'est l'autorité, l'indépendance, l'élevation du caractère, la dignité de la vie; combien de citoyens honorables, mais sans fortune, ne peuvent accepter les fonctions de juges de paix, à cause de la rémunération insuffisante qui y est attachée.

Certains juges de paix ont un traitement qui ne dépasse pas 1,800 francs; il en résulte que beaucoup sont condamnés pour vivre à certaines transactions déplorables, au partage des frais de procédure avec les greffiers de justice de paix; que les justiciables sont aggravés de frais de transport, vacations et autres, ce qui nuit au respect qui doit s'attacher à la justice, et qui en est la sanction.

Après avoir assuré le choix de magistrats indépendants, considérés, l'Assemblée devra s'occuper sans retard de rendre à ces magistrats le rôle de conciliateurs, d'arbitres qui, dans l'esprit du législateur, est inséparable de leurs fonctions. Comme nous l'avons dit plus haut, les citations en conciliation sont considérées partout, dans les villes comme dans les campagnes, comme des actes de procédure sans valeur. Il importe que ces citations soient rendues obligatoires et qu'une pénalité s'attache à ceux qui chercheraient à s'y soustraire. Faut-il remédier aux abus que nous venons de signaler, la judicature si démocratique et si respectable des juges de paix ira chaque année s'éloignant du but qui a présidé à son institution.

JULES DE PRACY.

On écrit de Versailles, 1^{er} mars, soir :

Les déclarations faites par M. le ministre de l'intérieur, à l'occasion de la discussion des propositions pour la libération du territoire, paraissent avoir été mal interprétées dans le monde financier. Les porteurs de rentes françaises ont cru à tort que M. Victor Lefranc avait annoncé la prochaine émission d'un emprunt.

On nous assure que la question financière ne sera pas abordée avant plusieurs mois, et qu'alors seulement le gouvernement se prononcera sur les propositions qui lui sont soumises pour amener la libération du territoire. Parmi les propositions, il en est une émanée d'un groupe de financiers de diverses places d'Europe, dont il a déjà été question il y a quelques jours.

Cette proposition est basée sur une combinaison d'après laquelle les trois milliards, qui cotiseraient à la France 5 1/2 0/0 par an, amortissement compris, seraient fournis pour la plus grande partie par l'étranger, et y seraient placés d'une manière permanente, ce qui aurait pour résultat d'empêcher le retour d'une crise monétaire. De plus, les auteurs de la proposition se disent certains de voir leur garantie acceptée par le gouvernement allemand. On ne sait encore quelle résolution sera prise par le gouvernement et l'Assemblée, mais dès maintenant on peut voir que l'on trouvera le moyen d'éviter la perturbation que l'émission d'une trop grande quantité de rentes pourrait amener sur les marchés financiers.

LETTRES DE VERSAILLES

SEANCE DE LA CHAMBRE

1^{er} mars.

Dans les couloirs, les conversations sont fort animées. On le dit, du moins, et M. Baze nous condamne à croire sur parole les bruits qui nous parviennent à travers les cloisons des portes devant lesquelles, comme le peuple hébreu en face de la Terre promise, nous sommes contraints de vivre d'espérance en attendant que la salle obscure et basse qu'on nous prépare, soit prête à nous recevoir.

Armés de bruits, celui qui paraît causer la plus vive émotion, parce qu'il est le plus inattendu et le plus invraisemblable, c'est la

démision du général Ladmiraull. On prétend que c'est après avoir été mis en demeure de faire certaines arrestations que cet honorable militaire aurait pris la résolution de se retirer. D'autres versions circulent, plus graves, plus compromettantes : celles-ci sont évidemment des fables et je n'abuserai pas de l'attention de vos lecteurs à vous les raconter. Pour comble d'invasibilité, les gens qui condamnent M. Thiers à faire, dans le plus bref délai, un coup d'Etat républicain, donnent pour successeur au général Ladmiraull le général Faidherbe, un député si républicain, vous le savez, qu'il passe, aux yeux de beaucoup, pour être radical.

L'agitation produite par la lettre Barthélemy Saint-Hilaire et ses commentaires se calme, on le dirait. Cette fin en queue de poisson tromperait les espérances dont je viens de vous parler. Non-seulement on prétend que M. Thiers est résolu à ne rien tenter de concert avec le centre gauche et la gauche républicaine, mais on ajoute que, frappé de la nécessité providentielle du provisoire à laquelle on revient toujours après les orages, il se rapprocherait du centre droit et de la droite.

En séance publique, M. Charles Rolland donne lecture d'un rapport supplémentaire, relativement à deux amendements qui, lors de la discussion précédente, ont été pris en considération par l'Assemblée.

L'un de ces amendements tend à faire accorder une pension à la veuve du colonel Billiet, tué par les gardes nationales insurgées à Limoges; l'autre concerne la pension demandée pour la famille du chirurgien Pasquier, assassiné à Courbevoie.

Sur le premier amendement, la commission croit que l'Assemblée est engagée par son vote et qu'il serait contraire à sa propre dignité de retirer à la veuve Billiet le bénéfice des résolutions qu'elle a prises. Le second amendement, proposé par MM. Beau et Lambert de Sainte-Croix, lui paraît introduire une exception insuffisamment justifiée. Si on l'accepte, il n'y a pas de raison, suivant lui, pour repousser les autres demandes de ce genre qui pourraient être introduites pour toutes les autres victimes de nos guerres civiles.

Le général Guillemaut parle dans le sens des conclusions de la commission. Il rappelle combien d'officiers distingués, tels que les généraux Plichant et Besson, tombés sous les balles prussiennes, méritent avec autant de titres que le chirurgien Pasquier, l'exception qu'on réclame pour la famille de ce dernier.

L'Assemblée, repoussant le premier article de l'amendement proposé par MM. Beau et Lambert de Sainte-Croix, repousse le second article, qui constitue au profit des veuves de généraux, sergents de ville, gardiens de la paix, gardes de Paris, tués comme otages et massacrés en dehors d'une action militaire, une pension pouvant se cumuler avec la pension réglementaire à laquelle ces veuves ont droit, d'après les lois du 23 avril 1865 et du 25 juin 1865.

L'honorable M. Denormandie développe avec éloquence un nouvel amendement, dans lequel il propose d'accorder une pension nationale annuelle et viagère de 1,000 fr., reconvertible par portions égales sur les enfants, jusqu'à leur majorité, à chacune des veuves de gardes nationaux tués le 22 mars 1871, lors de la manifestation de la place Vendôme.

Les paroles patriotiques qu'il prononce excitent des applaudissements unanimes et réveillent un talent oratoire sincère et sympathique.

M. Charles Rolland remonte à la tribune pour repousser, au nom de la commission, la proposition si généreuse faite par le précédent orateur. Il fait valoir un argument suprême devant lequel doivent s'incliner toutes les autres considérations. L'Etat n'a plus de quoi être généreux comme il le voudrait; la limite de ses libertés est restreinte; créer un privilège au profit d'une quelconque des nombreuses victimes de la guerre, c'est créer une injustice au détriment des autres.

Cet article additionnel rejeté, le projet, mis aux voix dans son ensemble, est adopté. L'Assemblée passe ensuite à la reprise de la seconde discussion sur le projet de loi relatif à la réorganisation de la magistrature. Sur l'art. 2, qui fixe les conditions sous les-

quelles on peut être nommé juge de paix, l'honorable M. Bérenger propose un amendement qui crée l'immovibilité pour les juges de paix, et soumet leur déplacement à l'autorisation des cours dans le ressort desquelles ils sont placés.

Le rapporteur, M. Bidart, répond aux observations dont M. Bérenger accompagne sa proposition, et l'art. 2 qui porte que « nul ne peut être nommé juge de paix titulaire ou suppléant de juge de paix, s'il n'est âgé de trente ans accomplis », est adopté.

L'article 3, qui impose aux candidats pour les justices de paix d'avoir été anciens magistrats ou suppléants de la justice de paix, pendant cinq ans, est également adopté, après diverses observations.

La Chambre rejette l'article 5, qui établit un examen spécial pour les candidats. Il y a évidemment contradiction entre ces votes; ce dernier article n'est qu'un corollaire des précédents. M. Bethmont le fait observer à la Chambre, et la discussion est renvoyée à demain.

LETTRES DE DORDRECHT

1^{er} mars 1872.

Malgré toute ma bonne volonté, j'arrive comme Grouchy... après la bataille, c'est-à-dire après le départ de M. le comte de Chambord. J'ai quitté Bruxelles ce matin, à six heures; il est dix heures et demie, et le bateau à vapeur qui fait la traversée de Mordrecht à Rotterdam vient de me jeter sur le quai de Dordrecht. Mon premier soin est d'aller tout droit à l'hôtel de Bellevue, où l'on prétend qu'est descendu le comte de Chambord. J'entre dans une grande salle à manger, d'une propreté irréprochable, et qui fait honneur à la bonne réputation de la Hollande. Je demande l'hôte, un jeune homme d'une trentaine d'années, à la figure avenante, parlant très bien français, et il se présente. « M. le comte de Chambord est-il ici ? » telle est la première question que je lui pose.

« Non, monsieur, me répond-il; il est parti hier matin pour Bréda. — Pensez-vous qu'il y soit encore ? — Je l'ignore; il n'en rien dit en partant. — Je pose encore quelques questions, sans arriver à pouvoir obtenir de réponse catégorique. Je remarque alors que mon interlocuteur me regarde d'un air méfiant. Est-ce que le mien prendrait pour un familier de la rue de Jérusalem ?

Telle est l'idée qui traverse tout à coup mon cerveau, et qui me fait tressaillir d'horreur. Allons, vite, écartons les soupçons de ce brave homme, disons-lui qui nous sommes. Il vaut mieux passer pour un reporter en quête de nouvelles, que pour un mouchard en tournée. Si c'est moins lucratif, c'est toujours plus honorable. Aussitôt, j'exhibe quelques lettres, qui constatent mon identité : « Ah ! vous êtes rédacteur d'un journal de Paris, me dit alors mon hôte, d'un air rassuré; pourriez-vous me l'avez-vous pas dit en entrant. Voyez-vous, monsieur, depuis lundi, il est venu ici tant de gens, que j'ai la tête à l'envers. E puis, on m'a bien recommandé de ne pas causer avec tout le monde. Tenez, avant hier, M. de Blacas, en entrant dans cette salle, aperçut un monsieur en train de déjeuner. Il fit un geste d'impatience, et me recommanda de me méfier de ce voyageur, qui, paraît-il, suit le comte depuis son arrivée en Belgique. Pourtant, ce monsieur avait l'air bien comme il faut; il était décore. »

Je continuai la conversation, et au bout de quelques minutes, j'eus capté complètement la confiance de mon hôte. Voici les renseignements qu'il m'a donnés; je vous les transmets, sans y rien changer, et surtout sans y rien ajouter.

M. le comte de Chambord est arrivé ici lundi dernier à dix heures quarante minutes, accompagné seulement par M. de Blacas et M. de Monti. Il n'était suivi que d'un seul domestique. Il a pris un appartement composé de quatre chambres et d'un salon. Dès son arrivée, M. le comte de Chambord a déclaré qu'il n'aurait pas longtemps à Dordrecht, mais qu'il ignorait encore la ville où il se rendrait.

A midi, la nouvelle de l'arrivée du comte était répandue dans toute la ville, et quelques

1^{er}. On ne croit pas que la discussion publique du projet puisse venir avant la fin de la semaine prochaine.

On nous télégraphie de Rouen que l'affaire Janvier de la Motte sera probablement terminée cette nuit.

On nous télégraphie d'Ajaccio que la cérémonie religieuse et l'enterrement de M. Conti qui ont eu lieu, hier dans cette ville, se sont passés avec le plus grand calme et sans manifestation aucune.

Hier a été dirigé de Versailles sur l'île d'Oléron un convoi de 18 communaux condamnés à la déportation dans une enceinte fortifiée.

Un nouveau convoi de 67 détenus libérés des pontons est parti hier de Brest, se dirigeant vers Paris.

BULLETIN DE LA MORTALITÉ

Du 24 février au 1^{er} mars

Le bulletin hebdomadaire de la mortalité, dans la dernière période de cinq jours, ne constate pas de différence sensible sur celui de la semaine dernière.

La phthisie pulmonaire, à l'approche du printemps, fait quelques victimes de plus. Voici, du reste, les chiffres officiels :

	Dimanche	Hipocrate	Totale
Varicelle	5	2	7
Rougeole	5	2	7
Scarlatine	5	2	7
Fèvre typhoïde	13	10	23
Erysipèle	4	4	8
Bronchite aiguë	28	3	31
Pneumonie	28	18	46
Dysenterie	2	2	4
Diarrhée cholériforme	3	1	4
Des jeunes enfants	3	1	4
Choléra nostras	7	1	8
Angine couenneuse	7	1	8
Croup	12	11	23
Affections puerpérales	5	6	11
Autres affections aiguës	169	41	210
Affections chroniques	258	88	346
Affections chirurgicales	23	30	53
Causes accidentelles	20	1	21
Totaux	605	219	824

A Rome : 187 décès, dont 12 occasionnés par la fièvre typhoïde, 2 par la fièvre péripneumonique, 12 par la diphtérie et 36 par la variole.

A Florence : 121 décès, dont 19 par l'angine couenneuse.

A Lille : 174 décès, dont 2 par la variole, 5 par la rougeole et 3 par la fièvre typhoïde.

LE BULLETIN FINANCIER

Deux heures. — Il y avait eu un peu de reprise au commencement de la Bourse, mais les ordres de vente sont arrivés avec une certaine abondance et ont ramené le cours à son point d'équilibre.

Le 3 0/0 est à 66.30, le 5 0/0 fait 89.15 au comptant. Le Morgan à un peu fictif; il est à 508.75.

Affaires calmes sur les obligations de la Ville de Paris. Celles de 1869 font 271; celles de 1871 sont à 249.

Actions parlantes sur les actions de la Banque et sur les actions du Crédit foncier. L'agricole est retombée à 401.25; le Mobilier est faible, à 467.50; la Générale est très offerte, à 602.50; la Banque de Paris se maintient, ainsi que la Banque franco-hollandaise.

Transactions très restreintes sur les actions de chemins de fer.

Le Gaz est à 700. L'immobilier fait 58.50. Les Transatlantiques conservent leur cours de 250 fr. Les Petites-Voitures ont remonté à 217.50. Nous avons signalé hier la hausse de l'obligation des Halles et Marchés de Naples.

Cette affaire fait aujourd'hui un nouveau pas en avant et gagne 10 fr. sur le cours d'hier; on le cote 172. Le Suco (actions) est en voie de retour vers le cours de 300 fr. qu'il a touché un moment; il est à 297.50, en forte demande.

Bonne tenue persistante du 5 0/0 italien; il fait au comptant 67.25; le Russe est coté 91; le Turc est à 60 fr.; le Dollar est toujours délaissé; le Honduras est très ferme à 185, coupon détaché.

L'autrichien est plus faible. Le Mobilier espagnol est sans changement appréciable.

Voici le taux des reports sur les principales valeurs : Italien, 20 c.; Mobilier, 1 fr. 75; Orléans, 4 et 5 fr.; Nord, 4 et 5 fr.; Lyon, 3 et 4 fr.; Midi, 4 fr.; Gaz, 175; Lombard, 170; Autrichien, 0.50.

Nous donnons les cours de compensation des valeurs :

Villes 71, 248 fr. 75; Villes 69, 270; Libéré 71, 247.50; Italien, 67.25; Comp. d'escompte, 695; Crédit agricole, 505.25; Algérienne, 492.75; Immobilières, 65; Voitures, 215; Suco, 297.50; Banque de France, 3,600; Ect, 400; Midi, 607.50; Nord, 955; Orléans, 890; Gaz, 700.

D'ANGLAIS.

LES TELEGRAMMES

DE TROIS HEURES

ROUEN, 2 mars, midi 30.

AFFAIRE JANVIER DE LA MOTTE

Par suite des dépositions d'hier, l'opinion se passionne, et le procès est l'objet de tous les commentaires. La curiosité devient plus vive à mesure que le dénouement approche.

dans Paris et ses environs comme un spécimen des mieux réussis du genre gros-bonnet des communaux.

Il sera le seul de son espèce pouvant fouler impunément le bitume de nos boulevards, tandis que ses complices sont moris, expient leurs crimes ou tentent à l'étranger ce que c'est qu'un Français révolué.

Je suis sûr que beaucoup de gens, et des mieux pensés, de ceux qu'on appelle réactionnaires, se feront un devoir d'aller le voir et de l'insérer chez son portier : parce que cela fait bien ; absolument comme il assiste d'ordinaire à l'enterrement d'un personnage ou d'un homme célèbre : parce que cela fait bien.

Et pourquoi pas, après tout ? Est-ce que le qu'en dira-t-on ne joue pas le rôle important dans l'absurde résistance que nous faisons ? Est-ce que nous ne sommes pas tous, sans exception, des agglomérations d'esclaves, bien que nous ne laissions échapper aucune occasion de revendiquer notre liberté et notre indépendance.

Où, nous sommes esclaves : quand ce n'est pas d'un individu, c'est d'un geste, d'un mot, d'un prétexte de mode ; et, de même qu'il est de bon goût d'être allé à *Rabagas* et à *Ruy Blas*, des gens qui n'ont jamais vu le bout du nez de Courbet ont écrit leur nom inconnu sur le livre que son portier va ouvrir.

C'est une manière, diront-ils, de protester contre le pouvoir, comme si Courbet ne s'était pas posé en ennemi de la société tout entière. Ce qui console un peu, c'est que ce livre à signatures contiendra la fine fleur du pétrole, selon toute apparence, et qu'on y sera en bonne compagnie.

Courbet va sortir, je le veux bien ; il sort, il est sorti : mais il n'acquiesce donc pas la note des frais ? Les reporters qui ont écrit cette nouvelle n'ont pas songé à une chose, c'est que l'on ne sort pas de prison sans emporter quelque chose ; or, on n'a point encore dit que Courbet eût payé les cent ou cent cinquante mille francs qu'a cotisés le procès dans lequel il figure.

Il dit : « Je n'ai pas le sou ! » On la connaît, et sa fortune, prudemment placée à l'étranger, demeure, par le fait, insaisissable. Ce n'était pas en prévision de ce procès que le malin peintre avait opéré ces placements : c'était en déface de la République dont il était un si bel ornement.

Il parle de faire une vente de dessins, esquisses et tableaux, de ces fonds de cartons et de tiroirs que les artistes tiennent en réserve pour les mauvais jours. Et, de la sorte, il payerait sans bourse délier.

On ne peut pas dire que Courbet ait jamais été bête... pour ses intérêts.

Le dîner patriotique du 24 février, où les Jacobins du jour s'étaient donné rendez-vous et où débât de si triomphantes harangues au rroupeau de dupes qui les écoutaient, a encore retardé peut-être le retour du gouvernement à Paris.

Pourtant, si l'on en croit tous les récits, la police est formidable et comme jamais elle n'a été organisée ; elle coûte du reste fort cher. Ses nombreux agents ont tenu fort le coup, saignant à vif, le souvenir des injures, des mauvais traitements, des tortures de la Commune, et je ne crois pas que les insurgés aient eu beau jeu avec des gendarmes aussi déterminés.

Mais, qu'est-ce, que ne dit-on pas encore ? Est-ce bien vrai ? Les apparitions formelles, dernièrement par la *Parie* seraient-elles une vérité ? Le fameux spectre rouge sort-il des égouts et des pontons, pour essayer de reconstruire la grande armée de la fédération ?

Dans les faubourgs on n'entend retentir que ces mots : « Oui, caporal... c'est entendu, mon lieutenant... quand vous voudrez, ou plutôt, quand tu le voudras, colonel ! — Et l'on chuchote, et l'on se réunit dans les caboulets, avec des sentelles postées pour éviter les surprises de la police.

On sort de Paris par escouades de deux, de trois, de quatre, parfois avec des femmes, pour déserter, et l'on visite les environs, on étudie les routes, les villages, leurs rues et ruelles, on fouille les bouquets de bois ; chemins creux et maisons isolées sont soigneusement relevés, et à tous les jours, toujours tournant soit vers l'ouest, soit vers le sud, soit vers le nord, jamais vers l'est, on a toujours l'œil sur la montagne aux flancs hérissés de canons et dont la vigilance est la sauvegarde de la civilisation.

Oh douleur ! En être encore réduits là ! Non ! ce n'est pas possible, et tous ces farouches explorateurs sont des voleurs qui cherchent à faire, en toute facilité, quelque mauvais coup, soit contre le bourgeois attardé, soit contre une maison mal défendue. J'aime encore mieux cela, du moins, en être la première victime.

C'est demain que la Société des gens de lettres se réunit, pour agiter la question de l'être ou du non être, relativement à la fondation de son fameux journal et de la maison de librairie.

Il y a, dans son sein, des individualités qui sont plutôt marchands, que commerçants, happe-chair, que véritablement écrivains, et qui fondent sur ces entreprises hasardeuses et imprudentes un avenir certain. Ce sont les félons de la grande roche.

L'espace et le temps me manquent pour dire encore une fois ma façon de penser sur cette question capitale ; mais on peut la résumer sans qu'il soit besoin de longs commentaires.

Quel est l'audacieux qui accepterait d'un coup ferme les fonctions de rédacteur en chef ? Quelle est la direction qui sera imprimée à ce journal, en présence de la diversité

d'opinions politiques présentée par une société de plus de cinq cents membres ? Quelle ligne philosophique prévaudra : matérialisme, athéisme, spiritualisme ?

Pourra-t-on écrire dix lignes de critique sans s'exposer à froisser un confrère qui aura le droit de se écrier avec juste raison : — Eh ! là-bas, c'est avec mon argent que vous m'écoutez, etc., etc.

Et puis, — attention ! — si c'est la copie des hommes de talent qui est préférée, les fruits secs, et il y en a beaucoup, soutiendront-ils ou non fait leurs preuves, qu'ils ont de la fortune, qu'ils n'ont pas besoin d'être aidés, etc., etc.

Si, au contraire, — attention plus grande ! — c'est avec la collaboration des fruits secs que se fait le journal, grands dieux ! Y songe-t-on ! Quelle idée ! et de cette fameuse Société, les lecteurs de la France et de l'étranger, quand ils contempleront ce fatras avec stupor. Le rôle qui s'élève des cinq parties du monde sera plus que navrant pour notre amour-propre.

On n'a qu'à voir, pour échantillon, l'un des derniers numéros du *Bulletin*.

Donc, avant de voter la nouvelle loi, je demande qu'un nouvel article soit ajouté aux statuts :

« Article tant. — La démission de vingt-cinq membres de la Société entraîne de droit la dissolution de la Société. »

Mais il y a toujours les ambitieux et les glorieux : ceux-là brûlent la maison pour faire cuire un œuf.

CHRYSALE.

LES TRIBUNAUX

COUR D'ASSISES DE LA SEINE-INFÉRIEURE (Par voie télégraphique).

AFFAIRE JANVIER DE LA MOTTE

Rouen, 1^{er} mars, midi 35 m.

L'audience d'aujourd'hui est consacrée à l'audition des témoins à décharge. Le ministre des finances, arrivé ce matin, sera entendu.

M. Pinard, ancien ministre de l'intérieur, est présent, ainsi que l'amiral La Roncière le Noury, et M. Tourangeau, ancien préfet de l'Eure.

Le public est plus nombreux que les jours précédents. Il y a beaucoup de dames. Le marquis de Chambray, ancien conseiller général ; M. Baudry, médecin à Evreux ; MM. Burey, avocat ; Leney, avocat à Evreux ; et d'autres témoins sont entendus.

Un mouvement d'attention se produit quand M. Raoul-Duval entre pour déposer.

Le témoin parle avec une grande facilité et beaucoup d'assurance.

Comme parent de M^{me} veuve Say, seconde femme de M. Janvier de la Motte, M. Raoul-Duval a liquidé les dettes de M. Janvier ; il entre dans les détails relatifs à la liquidation, parle des prodigalités de l'accusé, affirme son honnêteté, et cite un incident à la suite duquel il a eu une explication avec M. Janvier au sujet de l'emploi des fonds de la souscription cotonnaire. Le témoin déclare que M. Janvier a établi qu'il n'avait pas gardé de fonds pour lui. Cette déposition est écoutée dans le plus grand silence.

Les dépositions continuent. M. Pouyer-Quier est appelé vers quatre heures.

Un mouvement d'attention se produit lorsque le témoin Tourangeau, successeur de M. Janvier à la préfecture de l'Eure, est introduit.

Le témoin dit que, dans sa carrière administrative, il n'a jamais trouvé de budget mieux réglé que celui du département de l'Eure dans l'intérieur des populations rurales et ouvrières. L'ensemble de cette déposition est très favorable à l'accusé.

M. Pinard, ancien ministre de l'intérieur, s'interroge sur les motifs qui ont amené la destitution de M. Janvier de la Motte.

M. Pinard déclare que M. Janvier fut destitué par lui à cause d'une scène regrettable qui avait eu lieu à la préfecture entre M. Janvier et M. Alaboussière, à propos des dettes personnelles du préfet et aussi à cause de divers faits d'administration départementale, qui étaient irréguliers. Le témoin ajoute qu'il crut devoir accomplir un acte de fermeté et de vigueur, mais qu'il ne jugea pas nécessaire de poursuivre M. Janvier ; car il aurait ainsi, dépassé la mesure. Il ouvrit une enquête, et personne n'articula de faits susceptibles d'une répression légale. Le témoin se demande comment ces accusations se sont produites depuis, et il y voit l'œuvre d'hommes qui cherchaient moins à punir un coupable dans le passé qu'à exploiter le département de l'Eure un redoutable candidat à la députation.

Le président, s'adressant au témoin, lui dit : « Votre conduite a été incontestablement pleine d'énergie et d'honorabilité. »

L'audience est suspendue.

Il règne dans la salle une certaine agitation ; des conversations bruyantes et animées s'engagent.

A la reprise de l'audience, il est donné lecture d'un décret qui autorise le ministre des finances à déposer.

Le ministre fait une déposition qui produit une profonde sensation. Il rappelle qu'un sénateur-consulte avait autorisé les préfets à effectuer des virements. J'ai lu, dit-il, dans l'acte d'accusation que l'Etat se constituerait créancier de 213,000 fr. contre M. Janvier. Qui donc a pu fournir cette pièce à l'accusation ? De quel droit est-elle ici ? Elle ne porte pas la signature du ministre des finances, et elle est illégale. La cour des comptes a donné *quibus*. Tant que la cour des comptes n'aura pas demandé que le conseil d'Etat soit saisi,

le ministre des finances, seul compétent, ne pourra pas demander la répétition de cette somme contre M. Janvier.

Le procureur général explique que la pièce en question émane du ministère de l'intérieur.

Le témoin répond qu'il n'accuse pas son collègue, mais il déclare que la pièce n'est pas légale. Il poursuit en disant que le conseil général de l'Eure a homologué les dépenses de M. Janvier. Comme le président du conseil général, le témoin n'admet pas qu'on soupçonne ses collègues de n'avoir pas fait leur devoir. Il entre dans des développements sur l'emploi des fonds de la souscription cotonnaire. Il blâme la conduite de M. Janvier sur bien des points, mais il n'admet pas qu'il ait détourné des fonds.

Après cette déposition, le président réclame en vain le silence. Pendant dix minutes, les conversations particulières reviennent la voix du nouveau témoin introduit.

On entend le vice-amiral La Roncière, le marquis de Croix, et la série des témoins à décharge est épuisée.

L'audience est levée à cinq heures. Demain aura lieu le réquisitoire.

BIBLIOGRAPHIE

M. MICHEL BRÉAL, le savant professeur du Collège de France, vient de publier à la Librairie Hachette : *Quelques mots sur l'Instruction publique en France*. L'auteur passe successivement en revue l'Ecole, le Lycée, les Facultés, et expose les réformes nécessaires. — Un vol. in-18 Jésus. — Prix : 3 fr. 50.

ÉCHOS DE PARTOUT

Trois bals de soir :

1^{er} A l'Opéra-Comique, bal des artistes dramatiques ;2^e A Valentino, bal des demoiselles de magasin ;3^e A l'Hôtel du Louvre, bal de la Société savoisienne, au profit de la souscription patriotique.M^{lle} Crénissée, dans la déposition a obtenu un si joli succès d'hilarité au tribunal de Rouen, est âgée aujourd'hui de trente-quatre ans.

Pâle, avec des cheveux noirs ondulés, c'est ce qu'on appelle une beauté à boulotte.

M^{lle} Crénissée est propriétaire d'une maison qui, bon an, mal an, lui rapporte une trentaine de mille francs.

Se souvient-elle du temps où elle faisait l'ornement du concert Musard, rue Basse-du-Rempart ?

Elle avait sept deux chemises seulement, et une robe de soie brune cinquante ? Mais où sont les misères d'antan ?

On restaure, rue Hautefeuille, l'ancien hôtel de Bourienne, bâti en 1813, et auquel se rattachent de nombreux et intéressants souvenirs.

C'est là que fut ouvert ce salon, célèbre de 1813 à 1830, où toutes les sommités de l'époque, pendant et après l'Empire, se virent accueillir avec la plus aimable urbanité. Dans ce salon se réunirent pendant plus de vingt années consécutives toutes les supériorités de Paris, et plus d'une fois les causeries de ces réunions — car on ne faisait qu'y causer — donnèrent de l'ombrage à Fouché et à Talleyrand.

Bizarre particularité, M. de Bourienne, après avoir été le camarade, le compagnon d'études, l'ami du jeune élève de Brienne, puis le secrétaire du général en chef de l'armée d'Italie et du premier consul, était devenu l'ennemi le plus acharné de Napoléon, tout en restant jusqu'au dernier jour — et c'est là qu'est la bizarrerie — l'ami fidèle et dévoué de l'impératrice Joséphine. Aussi ne fut-il jamais inquiété malgré l'opposition — opposition de mots et d'épigrammes, l'est vrai — qui se faisait dans son salon au gouvernement de l'empire.

Ajoutons que M^{me} de Bourienne, fille d'un avocat de Leipzig, était une des femmes les plus élégantes de son temps. C'est elle qui, la première, porta à Paris un véritable cachemire venant de l'Inde.
La plus belle société s'était donné rendez-vous hier au concert de M. Horace Possard. Nous avons remarqué, parmi les dames, la princesse Galitzin, la princesse Ghika, M^{me} Moulton, Beulé, la comtesse de Chambray, la baronne de Latona, M^{me} de Saint-Georges, le général Wolf, le baron Paul Ramond, Eugène Feyen, Barbereau, le comte de Gabaria, Cahen, Braun et Montaigu.

La reine d'Angleterre est prochainement attendue à Baden-Baden. On a loué pour Sa Majesté la villa Delmar, du 29 mars au 15 avril. La reine Victoria va rendre visite à sa sœur aînée, la princesse veuve de Hohenlohe. Le duc d'Augustenbourg, parent de Sa Majesté, se trouve déjà à Bade.

Le jeune M. de X*** est un fils essentiellement peu respectueux.

Il y a trois ans environ, en rentrant chez sa mère, il trouva celle-ci plongée dans une immense indignation.

— Comment, malheureux ! lui cria-t-elle en le voyant... A ton âge, tu n'as pas honte d'entretenir une fille d'opéra !

— Tiens, répondit le jeune homme, tu entends bien un nouveau pontifical !

DON SPAVENTO.

LES THÉÂTRES

Ce soir, samedi, première représentation, aux Folies-Dramatiques, des *Chevaliers de la table ronde*, opéra-bouffe de M. Hervé.

Ce soir également, première représentation, au théâtre du Château-d'Eau, du *Spectre de Patrick*, drame fantastique de M. Cadol.

Le concert d'inauguration du Théâtre-Italien, qui devait avoir lieu mardi prochain, est remis au jeudi 7 mars. En voici la raison : M. Pasdeloup va donner un concert instrumental à Rouen, pour lequel il emmène l'orchestre des Concerts-Populaires. Un grand nombre de musiciens qui composent cet orchestre font aussi partie de celui des Italiens. La direction, ne voulant pas priver ces artistes du cachet qui leur sera payé pour le concert de Rouen, a regardé comme un devoir de leur accorder l'autorisation dont ils avaient besoin, et a dû nécessairement reculer la soirée de réouverture.

Les représentations régulières commenceront le samedi 9 mars par *Lucia di Lammermoor*. On parle aussi d'une reprise de *L'Elisir d'amore*.

Devant la menace de M. Halanzier de fermer pendant l'été le théâtre de l'Opéra, en commission des auteurs dramatiques se réunissent aujourd'hui pour décider s'il n'y a pas lieu de s'adresser au ministère pour obtenir une augmentation dans le subside accordé à l'Académie de musique, afin d'empêcher ce théâtre de cesser le cours de ses représentations. Nous avons depuis longtemps prévu ce qui arrive aujourd'hui.

Les quêtes faites aux concerts du Grand-Hôtel ont produit jusqu'à ce jour la somme de 3,917 fr. 51 c.

On se rappelle sans doute M. Leroy, ce jeune ténor qui, après avoir appartenu à la troupe de l'Opéra-Comique, était allé chanter à l'étranger, et avait préféré résilier son engagement que d'obéir à son directeur, qui voulait le faire chanter à Berlin.

Ce sympathique artiste est de retour à Paris. Il se fera entendre dimanche au concert du Grand-Hôtel, où il doit dire la cavatine de la *Dame blanche*, « Viens, gentille dame », et les couplets du *Postillon de Longjumeau*.

La soirée sera terminée par la belle marche brésilienne de M. J. Danbé, l'habile chef d'orchestre des concerts du Grand-Hôtel.

M. Louis Diémer, le pianiste bien connu, donnera, lundi 5 mars, à la salle Erard, une soirée musicale exclusivement consacrée à l'audition des œuvres nouvelles de sa composition.

Demain dimanche, au festival populaire du Châtelet, on entendra M^{me} Laure Blouet, une virtuose qui, naguère, a obtenu sans lutte possible, un premier prix au Conservatoire. M^{me} Laure Blouet jouera sur le violon une fantaisie-ballet de Ch. de Bériot.

M. Frédéric Boyer, le sympathique baryton, chantera dans la première et dans la seconde partie du festival.

L'ouverture de *Straness*, de Meyerbeer, sera exécutée pour la première fois, par l'orchestre, sous la direction de Henry Litolf.

M. Cherfils, rédacteur au *Journal du Havre*, vient de faire paraître un petit opuscule intitulé : *les Quand et les Si*, réponse à M. Dumas fils.

C'est une éloquentة protestation contre les tendances qui envahissent depuis quelques années notre littérature et notre théâtre.

Les DENTS, 1 v. pr. 3 f. Opérations et piéces dentaires insensibles. Dr^s MARCUS et HERMAN ADLER, membres du corps médical, rue Meyerbeer, 4.

GRANDS MAGASINS DE NOUVEAUTÉS

Rue du Havre, boul. Haussmann, rue de Provence

MISE EN VENTE DE LA PREMIERE SERIE DES

ÉTOFFES NOUVELLES

Soieries, Fantaisies, Lainages, Indiennes

Toiles blanches et Linges damassés, Blanc de coton.

Rideaux blancs brodés et brochés, Trousseaux et Layettes.

Crotonnes et Etoiles pour ameublement.

Envoi franco : France, Alsace, Lorraine, Belgique, Hollande, Londres, Italie septentrionale.

NOTA. — Le Catalogue complet des Toiles est à la disposition des personnes qui voudront bien en faire la demande.

ULMER fr^s, tailleurs, par suite de l'Annexion, ont transféré leur établis. de Strasbourg à Paris, 71, r. Nve-St-Augustin, pr. du boulevard.

COMPTANT 10 0/0 D'ESCOMPTE

VINS — COMPAGNIE DES CAVES GÉNÉRALES

111, r. de Bercy ; 93, boul. Voltaire ; 26, rue de Grammont ; 7, r. Médicis ; 38, r. de Rambuteau.

Insensibilisateur Duchesne. Extractions et pose de dents sans douleur, 45, rue Lafayette.

BULLETIN COMMERCIAL

Paris, le 2 mars 1872

Céréales

La situation reste sans changement. Le calme persiste toujours. Pas d'affaires par continuation sur la place. Le blé est invendable ; les menus grains conservent une tendance faible. Le seigle seul, par suite de quelques demandes, est un peu ferme.

Farines de consommation

Prix nominaux : Choix et marques D, 73 » à » ». — Bonnes marques, 71 » à 72 » ». — Sortes courantes et ordinaires, 68 » à 70 » ».

Farines de commerce

Farines huit marques Dispon., 73 75. — Cour. du mois, 73 75 — Prochain, 73 75. — 4 d'été, 73 50.

Farines supérieures

Dispon., 70 50. — Cour. du mois, 70 50. — Prochain, 70 50. — 4 d'été, 71 » ».

Huiles

Plus fermes, avec une bonne demande. Disp., 103 50. — Cour. du mois, 103 50 — Prochain, 104 » ». — Mai et juin, 104 ; juillet à 105, 101 50 ; 4 derniers, 100 25.

Huiles de lin

L'huile de lin est ferme. Le disponible est demandé à la cote : Disp., 98 50. — Cour. du mois, 98 50 — Prochain, 98 50. — 4 d'été, 98 50.

Trois-six

Le trois-six reste calme. Disponible et cour., 63 50. — Prochain, 64 » ». — 4 d'été, 66 » ».

Sucre

Même situation.

SONNAIRE

du dernier numéro de la *Semaine financière* : La situation. — Les nouvelles impôts. — La Banque de France, les succursales et les comptes courants. — Les bilans des Banques de France et d'Alsace. — Le taux de l'escompte de la Banque de France. — La Bourse de Paris. — Le report au 1^{er} mars. — Les changes. — La Société immobilière. — Le Sous-Comptoir du Commerce.

Les recettes des chemins de fer. — Les Chemins de fer espagnols : Madrid-Saragosse ; Nord de l'Espagne ; Pamplune. — Les actions de l'Ouest-Suisse. — Chemin de Circulation. — Equipages de Grande-Remise, assemblée. — L'Union métallurgique — Bourses et correspondances : Lyon, Londres, Madrid, Francfort, Vienne, Rome. — Banque de l'Algérie. — Société algérienne, bilan. — Tirages : Département de la Seine, emprunt 1866, Ville de Naples, Ville de Barietta, Emprunt Honduras. — Avis aux actionnaires. — Annonces. — Cours des valeurs industrielles, actions et obligations.

BUREAU : 13, RUE LAFAYETTE

Paris, 1 an, 10 fr. ; 6 mois, 6 fr. Départements. 1 an, 12 fr. ; 6 mois, 7 fr.

VENTES IMMOBILIÈRES A L'ENCHÈRE

ÉTUDE de M^{re} Jules BOURSE, avoué à Paris, rue des Vosges, 18, ancien 21, de la place Royale, successeur de M^{re} Ernest Moreau.

VENTE PAR LICITATION, au palais de justice, de la contenance de 661 mètres environ.

Revenu brut 4,080 fr.

Mise à prix 40,000 fr.

1^{re} MAISON ANCIENNE, 121, faubourg Saint-Germain, par principe location 7,500 fr.

Mise à prix 75,000 fr.

2^e MAISON SAINT-ANTOINE, à Paris et rue de Cotte, n° 37, à l'angle des deux rues. 7,000 fr.

Mise à prix 70,000 fr.

S'adresser audit M^{re} Bourse, avoué, et à M^{re} de Madré, notaire, à Paris.

ÉTUDE de M^{re} BAUDRIER, notaire à Paris, rue de la Clauze, 4, ancien 21, de la place Royale, successeur de M^{re} Ernest Moreau.

VENTE PAR LICITATION, au palais de justice, de la contenance de 661 mètres environ.

Revenu brut 4,080 fr.

Mise à prix 40,000 fr.

1^{re} MAISON ANCIENNE, 121, faubourg Saint-Germain, par principe location 7,500 fr.

Mise à prix 75,000 fr.

2^e MAISON SAINT-ANTOINE, à Paris et rue de Cotte, n° 37, à l'angle des deux rues. 7,000 fr.

Mise à prix 70,000 fr.

S'adresser pour les renseignements : A M^{re} Delaporte, avoué, rue Saint-Anne, 23.

A M^{re} Deval, avoué, rue Laflèche, 38.

A M^{re} Tandeau de Mars, notaire à Paris, place Dauphine, 23.

Et à M^{re} Homais, notaire à Cricquetot-l'Esneval (Seine-Inférieure).

ÉTUDE de M^{re} DELAPORTE, avoué à Paris, rue Saint-Anne, 23.

VENTE PAR LICITATION, au palais de justice, de la contenance de 661 mètres environ.

Revenu brut 4,080 fr.

Mise à prix 40,000 fr.

1^{re} MAISON ANCIENNE, 121, faubourg Saint-Germain, par principe location 7,500 fr.

Mise à prix 75,000 fr.

2^e MAISON SAINT-ANTOINE, à Paris et rue de Cotte, n° 37, à l'angle des deux rues. 7,000 fr.

Mise à prix 70,000 fr.

PAR SUITE DE DÉCÈS

LIQUIDATION

DES GRANDS MAGASINS DE NOUVEAUTÉS

AUX VILLES DE FRANCE

31, RUE VIVIENNE

RUE RICHELIEU, 104

Les commanditaires ayant décidé que l'on ferait sans délai la liquidation rapide et complète, les liquidateurs viennent de faire procéder à L'EXPERTISE DES MARCHANDISES D'ÉTÉ, et ont l'honneur d'informer le public que

LES HUIT MILLIONS DE MARCHANDISES

Restant encore dans les magasins des Villes de France se sont mis en vente

A 50 ET 60 0/0 DE RABAIS

RABAIS FIXÉS PAR LES EXPERTS

En opérant ainsi, les liquidateurs des Villes de France n'ont qu'un but : réaliser le PLUS TOT POSSIBLE cette énorme quantité de Marchandises, et c'est pour y parvenir qu'ils ont décidé de les vendre AUX PRIX D'EXPERTISE.

OUVERTURE DE LA VENTE LUNDI 4 MARS A 10 HEURES

ON PEUT JUGER DES RÉDUCTIONS QUI ONT ÉTÉ FAITES PAR LES PRIX CI-DESSOUS :

Un lot de FOULARDS DE SOIE imprimés pour robes, fond couleur, largeur 70 cent., ayant coûté 5 fr., le mètre, expertisés à 2 43	Un lot de CACHEMIRE DES INDES longs, rayés et palmés, ayant coûté 225 fr. Expertisés à 39	Un lot de GRANDS RIDEAUX brodés à grillages, dessins très riches et variés (3 bordures), le rideau, hauteur 3 m., ayant coûté 20 fr., expertisés à 12 75
Un lot de TAFETAS POULTS DE SOIE rayés, fond couleur, ayant coûté 5 fr. 50 et 6 fr., expertisés à 2 90	Un lot de CACHEMIRE DES INDES carrés tissés, fond noir et couleur, ayant coûté 350 fr. Expertisés à 190	Un lot de GRANDS RIDEAUX brochés mousseline et ventienne, un peu jaunies, le rideau, hauteur 3 m., largeur 1 m. 60, ayant coûté 9 fr. 50, expertisés à 3 90
Un lot de POULTS DE SOIE rayés et TAFETAS MEXICAINS salins, fond blanc et fond couleur, ayant coûté 6 et 7 fr., expertisés à 3 90	Un lot de CACHEMIRE DES INDES longs, tissés, dessins riches, ayant coûté 850 fr. Expertisés à 473	Un lot de DESSUS D'ÉDREDONS guipure française, première dimension, ayant coûté 3 fr. 75, expertisés à 1 33
Un lot de COSTUMES DE SOIE (non confectionnés) à dispositions saines riches (par 18 et 19 mètres), ayant coûté 250 fr., expertisés à 98	Un lot de CRETONNES genre antique (coupes et coupons), ayant coûté 2 50, 3 et 4 fr. le mètre. Expertisés à 73	Un lot de DOSSIERS crochet à la main, dessins relief à franges, ayant coûté 2 fr. 75, expertisés à 1 43
Un lot de POULTS DE SOIE unis, nuances déssorties, ayant coûté 6 fr. 50, expertisés à 3 90	Un lot de DAMAS pure laine, toute nuances, largeur 1 mètre 30 centim. (coupes et coupons), ayant coûté 3 fr. 50 le mètre. Expertisés à 4 73	Un lot de DOSSIERS fauteuils, guipure d'art, filet à la main, bande satin toutes nuances, ayant coûté 3 50, expertisés à 1 73
Un lot de POULTS DE SOIE unis, nuances déssorties, largeur 60 cent., ayant coûté 9 et 10 fr., expertisés à 4 90	Un lot de D'ALGÉRIENNES laine et soie, fond clair, largeur 1 m 35, ayant coûté 3 fr. 50. Expertisées à 4 93	Un lot de CHEMISES pour dames, madapolam bonne qualité, festonnées, ayant coûté 6 fr., expertisées à 2 93
Un lot de POULTS DE SOIE unis en toutes nuances, composé de différentes qualités, ayant coûté 11, 12 et 15 fr. le mètre, expertisés à 6 90	Un lot de REPS broché, Pékinade laine et soie. Reps double face et natté indien, larg. 1 m 30, ayant coûté 6 et 8 fr. le m. Expertisés à 2 93	Un lot de CHEMISES de nuit pour dames en madapolam, plis creux, ayant coûté 9 fr., expertisées à 4 23
Un lot de POULTS DE SOIE noirs, ayant coûté 9 et 10 fr., expertisés à 3 23	Un lot de MOQUETTE fine, veloutée et bouclée pour sièges, largeur 70 c., ayant coûté 90 fr. le mètre. Expertisée à 9 73	Un lot de PANTALONS madapolam bonne qualité, 3 plis, ayant coûté 4 francs, expertisés à 1 90
Un lot de POULTS DE SOIE noir supérieur, ayant coûté 11 fr. le mètre, expertisés à 6	Un lot de MOQUETTES Françaises, veloutées, pour tapis d'appartement, largeur 0 68 c., ayant coûté 4 fr. le mètre. Expertisées à 2 23	Un lot de CAMISOLE madapolam, à plis, ayant coûté 5 francs, expertisées à 2 23
Un lot de POULTS DE SOIE noir extra, ayant coûté 12 fr. le mètre, expertisés à 6 90	Un lot de VELOUTÉ DE NIMES pour salons et chambres à coucher, largeur 0 70 cent., ayant coûté 18 fr. Expertisé à 8 73	Un lot de PARURES mousseline garnies d'entre-deux brodés et de valenciennes, ayant coûté 7 fr., expertisées à 3 30
Un lot de POPELINES chinées et pékins, trame pure laine, ayant coûté 1 fr. 25, expertisées à 23	Un lot de MAGNIFIQUES PORTIÈRES en tapisserie de Nîmes, brachées soie, sur différentes hauteurs, ayant coûté 250 et 300 fr. Expertisées à 125	Un lot de PARURES ouvertes, garnies d'entre-deux et valenciennes, ayant coûté 18 fr., expertisées à 9 73
Un lot de SULTANES chinées, grisailles et pékins, ayant coûté 1 fr. 75, expertisées à 30	Un lot de TAPIS D'AUBUSSON pour Salons et Chambres à coucher toutes dimensions, avec une réduction de 50 0/0 sur les prix.	Un lot de D'OMBRELLES taffetas cuir couleur, ayant coûté 7 fr. 50, expertisées à 2 93
Un lot de SULTANES pékins soie et mohair, chinés et pékins, ayant coûté 3 fr. le mètre, expertisées à 93	Un lot de TOILE CRETONNE blanche ou crème, pur fil, pour chemises, ayant coûté 19 fr. la paire. Expertisée à 93	Un lot de D'OMBRELLES taffetas de toutes couleurs, manches très riches, ayant coûté 8 et 9 fr., expertisées à 3 90
Un lot de SULTANES riches avec pékins pure soie, ayant coûté 6 fr. le mètre, expertisées à 1 93	Un lot de DRAPS DE MAITRES toile cretonne de Lisieux, largeur 2 m 40, ourlets piqués, ayant coûté 15 fr. le drap. Expertisés à 13 30	Un lot de D'EN-TOUT-CAS tout soie, monture acier, manches fantaisie, ayant coûté 8 fr. 50, expertisées à 4 43
Un lot de GRENADINES noire extra, ayant coûté 4 fr. le mètre, expertisées à 1 60	Un lot de DRAPS DE LITS pour une personne, toile pur fil, chanvre lessivé, ayant coûté 19 fr. la paire. Expertisés. La paire 12	Un lot de BAS coton écri, forme parisienne, petits pieds et longues jambes, ayant coûté 1 fr. 75 la paire, expertisées à 93
Un lot de MOHAIR noir extra, très brillant, ayant coûté 4 fr., expertisé à 1 93	Un lot de DRAPS DE COTON écri, pour une personne, ayant coûté 13 fr. la paire. Expertisés. La paire 6 73	Un lot de BAS DE PARIS écus cotons George, ayant coûté 35 fr. la douzaine, expertisées à 16 20
Un lot de CACHEMIRE D'ÉCOSSE noir, longueur 120 cent., qualité ayant coûté 5 50, expertisé à 2 90	Un lot de TAIES D'OREILLERS madapolam extra-fort, ayant coûté 1 fr. 15 la taie. Expertisées à 93	Un lot de BAS DE PARIS coton, longue soie, ayant coûté 42 fr. la douzaine, expertisées à 21 30
Un lot de POPELINE DE LYON unie en toutes nuances, ayant coûté 6 fr. 25, expertisée à 2 93	Un lot de TABLIERS femmes de chambre, madapolam, grande largeur, genre fin et fort, ayant coûté 2 fr. 15 le tablier. Expertisés à 1 60	Un lot de GANTS de SUEDE pour dames, à 2 boutons de toutes les grandeurs, ayant coûté 2 fr. la paire, expertisés à 93
Un lot de MOUSSELINES imprimées pour robes, ayant coûté 1 fr. 10, expertisées à 43	Un lot de TABLIERS valets de chambre, toile bleue à poches, ayant coûté 2 fr. 75 le tablier. Expertisés à 1 80	Un lot de GANTS de SUEDE pour dames et pour hommes, belle qualité, ayant coûté 3 fr., expertisés à 1 43
Un lot de D'ORGANDIS imprimés, dessins riches, ayant coûté 1 fr. 60, expertisés à 63	Un lot de TABLIERS cuisine, toile pur chanvre, largeur 0 m 90, ayant coûté 2 fr. le tablier. Expertisés à 1 23	Un lot de CHEMISES madapolam fort, plastron toile, avec col et sans col, ayant coûté 5 fr. 50, expertisées à 2 93
Un lot de COSTUMES à dispositions, en Mousseline imprimée, ayant coûté 13 fr. 50, expertisés à 6 90	Un lot de TORCHONS pur chanvre, grande dimension, ourlés à la main, ayant coûté 13 fr. la douzaine. Expertisés à 7 30	Un lot de CHEMISES cretonne, plastron toile, avec col et sans col, ayant coûté 6 fr. 50, expertisées à 3 90
Un lot de CONFECTIONS en Poul de soie, Cachemire et Draps fantaisie, ayant coûté 6.73, 12.30 et 20.35 et 45 fr., expertisées à 19	Un lot de SERVIETTES pur chanvre, grande dimension, ourlés à la main, ayant coûté 16 et 20 fr. la douzaine. Expertisées à 9 73 et 17 30	Un lot de CHEMISES Cretonne forte, plastron toile, avec col et sans col, ayant coûté 7 fr. 50, expertisées à 4 90
Un lot de PALETOTS forme droite et cintrés, en Cachemire et Poul de soie, avec garnitures, ayant coûté 50 et 70 fr., expertisés à 25	Un lot de SERVIETTES satin pointillé, chiffre tissé au centre, ayant coûté 29 fr. la douzaine. Expertisées à 10 73	Un lot de CRAVATES noires pour hommes, Américaines et Françaises, en faille, gros grain et taffetas, ayant coûté 1 fr. 25, expertisées à 43
Un lot de GRANDS VÊTEMENTS en Poul de soie et Cachemire, formes variées, ayant coûté 90 et 120 fr., expertisés à 49	Un lot de SERVIETTES petit damier, tout fil, ayant coûté 16 fr. 50 la douzaine. Expertisées à 8 23	Un lot de CRAVATES Régates noires, gros grain, poul de soie et taffetas, formes nouvelles, ayant coûté 2 fr. 25, expertisées à 93
Plusieurs lots de PALETOTS pour enfants en Drap blanc et fantaisie, ayant coûté 6 et 10 fr., expertisés à 3, 5 et 7 30	Un lot de SERVIETTES ménage, pur chanvre, ayant coûté 13 fr. la douzaine. Expertisées à 8 23	Un lot de CRAVATES pour dames, <i>neuds Flaminia</i> , en satin toutes nuances, à franges riches, ayant coûté 2 fr. 50, expertisées à 93
Un lot de WATERPROOFS forme pélerine, avec manches, ayant coûté 15, 20 et 30, expertisés à 7.50, 9.75 et 13 30	Un lot de SERVIETTES oeil de perdrix, ourlés à la main, par 12 m, ayant coûté 18 fr. la douzaine. Expertisées à 11 73	Un lot de FOULARDS de soie sergés, première qualité, 90 cent. carrés, dispositions riches, ayant coûté 7 fr. 50, expertisés à 3 90
Un lot de WATERPROOFS bleus, ayant coûté 38 fr., expertisés à 19	Un lot de MOUSSELINES brochées, pois brodés et algérienne couleur pour petits rideaux, ayant coûté 0 fr. 95, expertisées à 43	Un lot de PANIERES BRÉSILIENS ayant coûté 75 cent., expertisées à 13
Un lot de ROBES DE CHAMBRE en Mohair gris, garnitures variées, avec liserés de couleur, ayant coûté 20 fr., expertisées à 9 73	Un lot de MOUSSELINES brodées à la main, fond suisse à bordures, ayant coûté 1 fr., expertisées à 33	Un lot de ÉVENTAILS en bois de Vienne, ayant coûté 90 cent., expertisés à 23
Un lot de COSTUMES en popeline fantaisie, à dispositions noir et blanc, ornés de biais et volants, ayant coûté 56 fr., expertisés à 28	Un lot de MADAPOLAM très beau coton d'Amérique genre percale, la pièce par 20 m, ayant coûté 21 fr., expertisée à 12 73	Un lot de BROCHES en Jais, très fin, taillé, forme étoile, ayant coûté 2 fr., expertisées à 33
Un lot de JUPONS étoffe fantaisie grisaille, garnitures riches et variées, ayant coûté 15 fr., expertisés à 7 73	Un lot de JUPONS percale d'Alsacés très fine, volant tournure, hauteur 0 m 35 (un peu défranchis), ayant coûté 14 fr., expertisés à 4 90	Un lot de BOITES A ÉPINGLES en laque de Chine, avec sujets relief, ayant coûté 2 francs, expertisées à 93
Un lot de POUFS-TOURNURES perfectionnés en coton gris et blanc, 20 ha-leines, ayant coûté 5 et 9 fr., expertisés à 2 23	Un lot de PETITS RIDEAUX brodés sur bonne mousseline (dessins déssorties), le rideau, hauteur 2 m., la paire ayant coûté 7 fr. 50, expertisés à 3 73	Un lot de BOITES A OUVRAGE en laque de Chine, ayant coûté 5 fr., expertisées à 2 93
Deux lots de CORSETS perfectionnés en coton gris et blanc, 20 ha-leines, ayant coûté 5 et 9 fr., expertisés à 2 23	Un lot de PETITS RIDEAUX brodés, dessins très fournis, mousseline double (dépareillés), le rideau, hauteur 2 m., la paire ayant coûté 19 fr., expertisés à 10 80	Un lot de FIL Noir et blanc, ayant coûté 75 cent. la boîte de 10 bobines, expertisée à 33
Un lot de CACHEMIRE DES INDES imprimés pour robes, fond couleur, largeur 70 cent., ayant coûté 5 fr., le mètre, expertisés à 2 43		Un lot de AIGUILLES ANGLAISES en carnel, ayant coûté 90 c. le cent, expertisées à 40
		Un lot de FRANGES de Laine noire, pour costumes, ayant coûté 1 fr. 25 c. le mètre, expertisées à 63
		Un lot de PASSEMENTERIES noires et couleurs pour costumes de printemps, ayant coûté 3 fr. 50 c. la pièce, expertisées à 93

NOTA. — Il ne sera envoyé ni ÉCHANTILLONS ni MARCHANDISES demandés par correspondance. Tout achat fait dans les Magasins pour les Départements sera expédié aux frais du Destinataire.

Ayuntamiento de Madrid